

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
24 février 1977

No 632

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Rencontre Marchais-Almalrik

CE QUE VEUT CACHER LE PCF

Mardi soir, le journal «Antenne 2» avait invité Marchais pour expliquer la politique de son parti à Andreï Amalrik, historien soviétique, récemment réfugié en Europe de l'Ouest.

Le chef de file du faux Parti communiste français devait rappeler la position

adoptée lors du 22e Congrès, suivant laquelle, il condamne les «attitudes qui portent atteinte à notre idéal». Mais que recouvre ce langage vague et trompeur ? Marchais va le préciser quelques minutes plus tard, lorsqu'il abordera la question des rapports entre la lutte des «dissidents» soviétiques et la «détente».

«Il ne faut pas revenir à la politique de guerre froide, et il faut tout faire pour empêcher la guerre» dira Marchais, et il ajoutera : «pour ce qui est de la coexistence pacifique et de la détente, nous n'avons aucun reproche à faire à la politique de l'Union soviétique».

Défendre ouvertement les agissements sociaux-fascistes du régime du Kremlin est aujourd'hui impossible pour la clique révisionniste française, sous peine de graves problèmes sur le plan de sa base électorale et même de sa base

de parti. Marchais et ses compères ont donc pris l'habitude de commenter les «bavures» du «socialisme soviétique». Cela permet également aux dirigeants du PCF de se donner une image de marque indépendante de Moscou.

Mais en fait les révisionnistes français se rendent bien compte que la situation se développe ces derniers temps. L'oppression dont sont l'objet les peuples soviétiques connaît un large écho dans l'opinion publique internationale et en France même. D'autre part, le développement du militarisme soviétique est également l'objet de nombreux commentaires dans la presse internationale, et de plus en plus nombreux sont les gens qui voient clairement le danger que représentent les sociaux-impérialistes russes pour la paix dans le monde et en particulier en Europe.

(Suite p.3)

MUNICIPALES

Toulon, Paris 12^e

LES TRIPATOUILLAGES ELECTORAUX

Tandis qu'approchent les élections municipales, les tripatouillages électoraux continuent de plus belle. Les exemples de Toulon et du 12^e arrondissement de Paris sont à cet égard pleins d'enseignement.

Dans le 12^e arrondissement de Paris, certains amis de Chirac viennent de le lâcher (les ingrats !) au profit de d'Ornano. L'affaire pourrait passer pour une simple péripétie électorale si l'indi-

vidu en cause n'était autre que de Bénouville, député RPR et surtout bras droit de Dassault, lui aussi député RPR. On commence à dire que ce changement d'étiquette pourrait avoir d'autres raisons que celle invoquées en public : le récent scandale ayant mis en cause Dassault et son rejeton expliquerait bien des choses. Un changement d'étiquette en échange d'un silence ?

(Suite p. 3)

Quelques questions au maire de Grenoble

En ce moment, c'est le forcing pour le tenant du titre du match Dubebout-Pariand (gauche bourgeoise contre droite bourgeoise). Le maire de Grenoble arpente les rues, les quartiers, on ne voit plus que lui. Promesses, démagogie, séduction.

Certaines questions gênent M. Dubebout. Et pour cause, les réponses le démasquent, lui et ses alliés révisionnistes. Alors posons-lui des questions, partout où il va.

(suite p.3)

Créteil

La course à la mairie

Depuis un mois, le cirque électoral bat son plein : les partis bourgeois nous promettent monts et merveilles et se crépent le chignon à qui mieux mieux pour essayer de récupérer le plus grand nombre de maires.

A Créteil, on peut voir le fossé qu'il y a entre les promesses et la réalité :

— Billote fait semblant de s'occuper des conditions de vie des Cristolliens (métro). Il ne peut évidemment pas avouer qu'il met Créteil entre les mains des promoteurs et des spéculateurs : la SEMAEC, qu'il a créé, n'est qu'un instrument entre les mains de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui refille les travaux d'aménagement et de construction à ses filiales ou à ses «copains» («Lyonnaise des Eaux», entreprise Razel...). Et n'oublions pas non plus que Billote a soutenu les licenciements de la MAC et a appelé le 29 septembre les flics contre les travailleurs licenciés qui viennent lui demander une entrevue à l'Hôtel de Ville. Voilà son vrai visage.

(suite p.3)

SAMEDI 19 MARS

10 HEURES — PLACE DE LA BASTILLE
MANIFESTATION DE COMMEMORATION
DE LA COMMUNE DE PARIS

14 HEURES — SALLE DE LA MUTUALITE
MEETING

Ni plan Barre, ni Programme commun

Accord
CEE-URSS
sur la
pêche

Des
tolérances
dangereuses

Négociations URSS-CEE sur la pêche

DES TOLERANCES INQUIETANTES

Pour la première fois, la semaine dernière, un représentant soviétique a consenti à s'asseoir à la même table de négociation que les porte-paroles de la Commission économique européenne. Jusqu'ici l'attitude de Moscou était claire et hargneuse : « CEE ? connais pas ! ».

Cette rencontre, généralement analysée comme une reconnaissance de fait des institutions de la CEE par l'URSS revêt donc, bien au-delà des accords techniques sur la pêche qui en étaient l'objet, une réelle dimension politique. Fondamentalement hostile à tout ce qui va dans le sens de la construction européenne, mettant les pays qu'elle rêve de dominer en meilleure position de force à son égard, l'URSS a dû faire contre mauvaise fortune bon cœur devant le front commun opposé par les pays d'Europe occidentale. Mais ces discussions sont significatives à plus d'un égard des relations entre le social-impérialisme russe et les pays européens.

Depuis le 1er janvier 77, le CEE, après de nombreux pays du tiers monde, a fixé unilatéralement une zone économique maritime à 200 miles marins. Cette orientation avait été défendue par de très nombreux pays, notamment d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, au cours des conférences de l'ONU sur le droit de la mer. Elle n'a pu se réaliser par voie d'accords conclus dans ce cadre en raison de la farouche hostilité des deux superpuissances, la soviétique comme l'américaine, à cette mesure.

Exaspérés de voir leurs richesses maritimes pillées sans vergogne par les chalutiers américains et surtout soviétiques, nombre de pays ont décidé de passer outre à ce veto.

L'Europe occidentale était particulièrement motivée par cette décision : en 1976, les bateaux-usines soviétiques ont pêché plus de 600 000 tonnes de poissons dans les eaux communautaires alors que les pêcheurs européens en ramenaient seulement moins de 100 000 tonnes des eaux soviétiques. La colère des pêcheurs anglais, français, belges, allait grandissant contre le racket des flotilles soviétiques dont les chaluts racleaient le fond des mers, mettant en danger même la survie de certaines espèces.

Début janvier, les organes communautaires en matière de pêche notifiaient à Moscou un certain nombre de décisions nouvelles :



— fixation des prises maximum autorisées

— délivrance obligatoire de licences aux navires soviétiques

— limitation du nombre des chalutiers présents dans les eaux communautaires.

L'URSS faisait la sourde oreille et continuait de pêcher de plus belle, dépassant en deux mois le quota

de prise de poissons qui lui avait été fixé pour un an.

Devant les fermes rappels à l'ordre de la CEE, elle inaugura une nouvelle tactique en cherchant à négocier séparément avec chaque pays. Sur ce plan, les pays de la CEE ont tenu bon et, de mauvais gré, le ministre des pêches soviétique a été contraint de faire le voyage de Bruxelles tout en réaffirmant que « ces négociations ne changent d'aucune façon les relations que nous pouvons avoir avec le Marché commun ».

Tout laisse à penser que les marchandages ont été après à Bruxelles bien que les représentants communautaires se soient attachés à décrire « la bonne am-

blance » de ces négociations. Il ne s'agissait pourtant que d'établir un accord-cadre déterminant comment et par qui seront fixés, chaque année, les quotas de pêche dans les eaux des deux parties.

Mais l'URSS a exigé plus : la remise en cause des décisions communautaires à son égard fixant ses droits de

pêche jusqu'au 31 mars 1977, leur allouant un simple quota de pêche de 38 500 tonnes et fixant à 27 au total le nombre de bateaux soviétiques pouvant opérer en même temps dans les eaux communautaires. Et elle a obtenu gain de cause : le nombre de ces bateaux a été porté à 42 comme elle le voulait. Pour bien montrer sa détermination à passer outre sur cette question, en dépit des décisions communautaires, 70 chalutiers soviétiques croisaient en mer du Nord alors même que se déroulaient les négociations de Bruxelles. Certes, le quota de prise demeure théoriquement fixé à 38 500 tonnes. Mais se pose le problème du contrôle de ces décisions et des sanctions à appliquer à leur manquement. La passivité manifestée depuis le début de l'année par les pays de la CEE envers les multiples violations de ces décisions du côté de l'URSS ne laisse rien augurer de bon pour l'avenir. Manifestement, les pays européens ne sont pas du tout décidés à faire preuve de fermeté en allant se frotter à la plus puissante flotte de pêche du monde. Il est à craindre qu'ils préfèrent fermer les yeux plutôt que d'affronter les incidents diplomatiques.

C'est une attitude de soumission d'autant plus grave que, ce n'est un secret pour personne, ce n'est pas seulement le poisson qui intéresse les chalutiers russes hérissés d'antennes, de radars et d'appareils photographiques qui n'ont rien à voir avec les bancs de poisson mais beaucoup avec l'espionnage civil et militaire. L'URSS est particulièrement intéressée d'amasser ses navires espions aux longs des côtes des pays membres de l'OTAN et d'examiner tout à loisir leur topographie, leur système de défense en même temps qu'elle observe les manœuvres de leur flotte militaire.

Communiqué commun Yougoslavie-Madagascar

Le non-alignement n'est pas désengagement

L'adhésion aux thèses du non-alignement affirmée par la grande majorité des pays du tiers monde n'est pas un désengagement devant les grands problèmes politiques de l'heure.

Bien au contraire, elle conduit ces pays à prendre une part active et croissante à la lutte contre l'ordre mondial impérialiste, pour un nouvel ordre du monde.

Le communiqué commun publié à l'issue d'entretiens politiques par la République Yougoslave et la République Malgache en porte témoignage :

« Les deux parties ont salué les succès remportés par les mouvements de libération de la Namibie et du Zimbabwe. Elles sont convaincues que la résistance et la lutte opiniâtre de la majorité africaine au sein même de l'Afrique du Sud auront raison des derniers bastions du colonialisme et du racisme. »

« Les deux parties soutiennent entièrement le peuple palestinien dans sa lutte pour les droits nationaux. »

« Elles ont marqué leur appui pour la réunification pacifique de la Corée sur la base du communiqué commun du 4 juillet 1972. »

« Les deux parties ont manifesté leur soutien total à la cause comoréenne relative à l'intégrité de son territoire... Elles ont réaffirmé leur condamnation de toute tentative de division du peuple comoréen. »

« En examinant la situation dans la région de l'Océan Indien, les deux parties ont marqué l'impérieuse nécessité du retrait de toutes les forces militaires et des bases navales installées dans la région. Elles ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer pour faire de cette zone une zone de paix. »

Pays-Bas

30 000 ouvriers en grève

Quelque 30 000 ouvriers néerlandais sont toujours en grève pour protester contre le refus des monopoles d'augmenter les salaires et d'accepter une amélioration des conditions de vie des ouvriers. Cette grève, la plus importante du pays depuis la seconde guerre mondiale, fait tache d'huile.

Elle dure maintenant depuis près de trois semaines. Elle a été déclenchée par la moitié des 14 000 dockers de Rotterdam, paralysant 85 % du travail du port.

Nombre de dockers d'Amsterdam les ont également rejoints dans la lutte pour imposer l'augmentation des salaires.

De grandes manifestations de solidarité se déroulent à travers le pays, rassemblant des milliers de travailleurs, comme celle qui, le week-end dernier a regroupé 6 000 ouvriers devant le Parlement.

Depuis quelques jours, la lutte s'est étendue à d'autres secteurs : transports, construction mécanique, aviation, impression.

USA

Baisse de la production industrielle en janvier

Selon des informations officielles de l'administration américaine, la production industrielle de ce pays a enregistré en janvier une baisse de 1 % par rapport au mois précédent. C'est là la chute la plus sensible depuis deux ans.

Ce phénomène se double d'une augmentation des prix de 0,8 % durant le même mois, ce qui constitue, par contre, la hausse la plus forte depuis 18 mois.

Les ouvriers licenciés « en raison du froid et du manque de fuel », atteignent trois millions, portant ainsi le nombre de chômeurs actuels du pays à plus de 10 millions.

Namibie

DES ZONES LIBEREES

« L'Organisation du Sud-Ouest africain (SWAPO) contrôle une superficie importante de la Namibie, notamment dans le Nord, le Nord-Ouest et l'Est du pays », a déclaré à Lusaka Sam Nujoma, président de la SWAPO.

Il s'adressait à des étudiants et à des membres de l'Institut des Nations unies pour la Namibie et a accusé, d'autre part, l'Afrique du Sud d'employer des mercenaires d'Israël,

d'Allemagne de l'Ouest, de Grande-Bretagne, du Chili et d'autres pays latino-américains aux régimes fascistes et réactionnaires. »

Il a indiqué par ailleurs que le 2 février des guerilleros de la SWAPO ont tendu une embuscade à des soldats sud-africains et tué vingt-cinq d'entre eux et affirmé que plus de 50 000 soldats sud-africains se trouvent en Namibie et que leur nombre augmente quotidiennement.

Le dirigeant de la SWAPO a rappelé que son organisation était toujours disposée à négocier directement avec le gouvernement d'Afrique du Sud au sujet du transfert des pouvoirs à la majorité noire en Namibie.

Il a toutefois à nouveau posé comme conditions préalables la libération de tous les prisonniers politiques et le retrait des forces sud-africaines de Namibie.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebelle



• 300 films répertoriés
• 150 films analysés
• une foule d'adresses

E-100
Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 95

Réunion-débat
VENDREDI 25 février 1977.
à MARTIGUES
Mairie annexe de Croix-Sainte
Ce que proposent les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge

nouvelles intérieures

MICHEL ROCARD LE PARTI SOCIALISTE ET LES NATIONALISATIONS

Reprenant les déclarations de ses compères Jacques Attali et François Mitterrand, Michel Rocard, futur ministre des Finances de Mitterrand selon certains, a accordé une interview au «Nouvel observateur» sur les nationalisations.

Nous ne commenterons pas ici le préambule dans lequel Rocard aborde la question de la crise actuelle. Nous pensons qu'une «perle» comme celle qui suit permet de bien voir que c'est du point de vue de la bourgeoisie et non de celui du prolétariat que Rocard examine la crise capitaliste :

«Psychologiquement, biologiquement et probablement techniquement, elles (les personnes au chômage, NDLR) ne pourront jamais se remettre à un travail complet dans de bonnes conditions...

«Acceptons que notre pays vive encore dix ans avec un tel taux de chômage et il n'y aura plus moyen de réconcilier la France et le travail. Voilà pourquoi la gauche cherchera tout de suite à améliorer le niveau de l'emploi.»

Ce qu'il reproche avant tout au chômage trop élevé, c'est d'être du «gâchis» qui fabrique des futurs fainéants et il explique bien qu'il ne s'agit pas de supprimer purement et simplement le chômage, mais bien de le réduire : à aucun moment, il ne remet en cause la loi du profit maximum et de la «rentabilité» capitaliste qui conduit toute entreprise à licencier, à restructurer, etc.

Mais venons aux «nationalisations» cette fameuse solution miracle dont l'Union de la gauche nous rabat les oreilles. Écoutez-en l'éloge qu'en fait Michel Rocard : «La France a des raisons d'être fière de ses entreprises nationalisées. Voyez la SNCF. Alors que son tonnage de marchandises transportées a quadruplé depuis la Libération, dans le même temps, son personnel est passé de 500 000 à 260 000 travailleurs. C'est une championne en matière de productivité.»

Voilà qui éclaire singulièrement les déclarations d'intention sur le chômage : ici Rocard ne se pose pas du tout la question «que sont devenus les 240 000 travailleurs éliminés de la SNCF ?» et qu'est-ce qui a fait augmenter la productivité sinon une exploitation accrue des cheminots dont le pouvoir d'achat par ailleurs loin de quadrupler comme le trafic marchandises de la SNCF a au contraire diminué. Bref, il raisonne en bon capitaliste, en bon technocrate. Il est également intéressant au passage de remarquer que

son raisonnement est identique à celui de Marchais et compagnie qui ne cessent de clamer la supériorité des entreprises nationalisées.

Et il est normal que Rocard insiste tant sur la productivité des entreprises nationalisées puisqu'il s'agit de démontrer aux capitalistes que celles-ci constituent des monopoles tout-à-fait intéressants ; la preuve ? Rocard explique un peu plus loin que les indemnités en cas de nationalisations seraient des titres indexés sur les profits de l'entreprise (de vulgaires actions) et que cela permettrait à l'entreprise nationalisée un accès direct au marché financier (c'est-à-dire aux capitaux privés NDLR) où elle pourra emprunter.

Mais alors peut-on s'imaginer que les monopoles bancaires (essentiellement le groupe Paribas et le groupe Suez) accepteraient de prêter à des entreprises qui n'augmenteraient pas sans cesse leurs profits ? Non

bien sûr. Bref, les nationalisations signifient la prise en main de la gestion des monopoles nationalisés dans le cadre du Programme commun par une bande de technocrates et d'aristocrates ouvriers (les bureaucrates syndicaux) pour le compte de l'ensemble du capital monopoleur qui y gagnerait en prime un encadrement plus intransigent des travailleurs par les «syndicats».

Comme on le voit, les contradictions qui opposent les représentants du «Programme commun» et ceux de l'actuelle majorité ne sont pas des contradictions de fond qui remettent en question la domination du capital sur le travail mais plutôt des contradictions sur la forme et les rapports entre les monopoles privés et les monopoles capitalistes d'État.

Accorder le moindre soutien aux partisans du Programme commun, c'est tout bonnement servir les objectifs d'un camp de la bourgeoisie monopoliste contre un autre même si l'on enrobe cela de slogans démagogiques voire «révolutionnaires».

Les giscardiens et le peuple palestinien

Le journal électoral des Giscardiens du centre de Paris qui, comme nous l'indiquions hier, appelle à une projection gratuite du film de propagande sioniste «Raïd sur Entebbé» en présence de Dominati, contient également un article signé du dénommé Finel, candidat giscardien et gouverneur de l'université Ben Gourion.

Sous le titre «Ma réaction sur l'affaire Abou Daoud» on peut y lire : «Il aurait fallu que le gouvernement explique aux ambassadeurs arabes qui ont osé faire une démarche auprès du ministre de l'Intérieur qu'en toute hypothèse et avant de chercher à leur être agréable, la France devait respecter ses engagements internationaux et que, moralement, elle ne pouvait envisager de libérer Abou Daoud.»

Ce monsieur ajoute un

peu plus loin : «Il convient donc avant tout de savoir tirer la leçon de cette triste affaire et de reconsidérer la politique qui est faite d'une façon générale à l'égard des organisations palestiniennes.»

Ce monsieur illustre la haine profonde envers le peuple palestinien qui anime les partisans de Giscard d'Estaing. Ils n'ont pas digéré que l'indignation générale qu'a suscitée dans les pays arabes l'arrestation d'Abou Daoud ait contraint le gouvernement à remettre en liberté le dirigeant palestinien. Cette surenchère anti-palestinienne vise également à concurrencer le Parti socialiste, dont le premier secrétaire est actuellement au Congrès de ses amis qui occupent la Palestine, auprès de l'électorat d'un quartier influencé par l'idéologie sioniste.

RENCONTRE MARCHAIS-AMALRIK CE QUE VEUT CACHER LE PCF

Suite de la p. 1

Et là, la position des dirigeants révisionnistes est claire. Face au courant dans l'opinion publique d'opposition aux visées expansionnistes de l'URSS à l'extérieur d'une part, et à l'oppression des peuples soviétiques à l'intérieur, d'autre part Marchais se range inévitablement du côté des sociaux-impérialistes.

Bien sûr, il ne crie pas bravo en public au surarmement soviétique, mais il se présente comme pacifiste. Il masque la politique de course aux armements de l'URSS, et «attaque» ceux qui, à l'Ouest veulent la «guerre froide», voire la «guerre chaude».

Bien sûr, il ne crie pas bravo à la répression fasciste qui sévit en URSS, mais dès que l'opposition au social-fascisme soviétique prend de l'ampleur et de l'écho, il détourne l'attention et brandit le spectre de la guerre.

La réalité montre qu'aujourd'hui, le faux Parti communiste français est la principale force politique qui essaye encore de mystifier les travailleurs des villes et des campagnes de notre pays, à la fois sur la nature du régime de Brejnev, et sur ses visées guerrières.

Et cela, Marchais aura de plus en plus de mal à le cacher.

MUNICIPALES

Créteil

LA COURSE A LA MAIRIE

(suite de la p. une)

Quant au PS, plus les élections s'approchent, plus on en entend parler : les 2 tendances du PS se disputent pour avoir la tête de liste, à coup de déménagements de Paris à Créteil (pour le CERES) et d'adhésions plus ou moins bidons (pour la tendance Mitterrand). Ce genre de manœuvres est caractéristique d'un parti bourgeois. D'ailleurs Defferre a répondu dernièrement à un journaliste qui lui demandait s'il accepterait une nationalisation de son entreprise à la demande de ses ouvriers : «Les travailleurs proposent, mais c'est le gouvernement qui décide. Et je peux vous dire que je suis partisan de l'ordre et de l'autorité, une autorité libérale, mais une autorité.»

Le PCF, lui se lance dans des grandes campagnes destinées à récupérer quelques électeurs (métro, comme Billotte). Mais souvenons-nous que c'est un membre du PCF, trésorier de la MAC, qui est l'auteur du «plan de restructuration» qui prévoyait des licenciements... Et au centre

de tri PTT de Créteil, fin novembre, après 3 jours de grève contre des sanctions, on a pu voir un délégué CGT, membre du PCF, reprendre le travail contre l'avis de la majorité de ses camarades, en faisant croire que la lutte avait été victorieuse, alors qu'il n'y avait eu qu'une vague promesse du directeur départe-

mental des PTT.

On voit clairement dans quel camp sont ces différents partis : les uns (Billotte-Renaud) soutiennent le plan Barre, les autres (PC-PS) trahissent les luttes en s'affirmant les défenseurs des travailleurs.

Comment pourrait-on faire confiance à ces partis bourgeois ?

Toulon, Paris 12^e

les tripatouillages électorales

Suite de la p. 1.

A Toulon, c'est l'Union de la gauche qui se donne en spectacle. On se souvient que là-bas le PCF avait eu l'initiative pour que l'ex-amiral Sanguinetti participe à la liste de l'Union de la gauche. Mais voilà que les affaires se gâtent... L'amiral est trop gourmand au goût du PCF. Il demande en effet à avoir la tête de liste et est pour cela chaudement appuyé par le PS.

A Toulon toujours, l'ancien chef OAS Ortiz vient de créer un comité baptisé «unité-rapatriés» qui apporte son soutien à l'ancien responsable du comité de soutien départemental à Giscard d'Estaing. Ce monsieur a annoncé que s'il était élu, il créerait une commission aux rapatriés. De bonnes places en perspective pour les nostalgiques de l'OAS ?

Quelques questions au maire de Grenoble

Suite de la p. 1.

Dernièrement, les marxistes-léninistes publiaient à ce sujet un tract dont voici de larges extraits sous le titre «Quelques questions à M. Dubedout, maire de Grenoble, et candidat de l'Union de la gauche».

«1) La publicité que tente d'abrutir les travailleurs, n'est-elle pas un des symboles de la pourriture du système d'exploitation capitaliste ?

Comment se fait-il qu'une municipalité qui se dit socialiste l'encourage directement, avec des panneaux publicitaires «new-look», après des accords avec un important trust publicitaire ?

2) Comment se fait-il que la Société de chauffage de la ville, la SVDG — où la municipalité est majoritaire — fasse des bénéfices sur le dos des travailleurs et se heurte à un important mouvement de grève des charges dans plusieurs quartiers populaires, comme Teisseire, où le kilo-thermie est à 67 F alors qu'il est à 57 F et 47 F à Paris ?

Pourquoi cette même société qui ne traite pas directement avec le public, consacre-t-elle de l'argent à la publicité et serve ainsi à financer en partie le journal du PS «Grenoble-débat» ?

3) Comment se fait-il qu'un maire qui se dit socialiste se heurte si souvent aux travailleurs vis-à-vis desquels il a des responsabilités patronales ? Au point de se faire séquestrer à la tête du conseil d'administration de l'hôpital lors d'une importante grève du personnel — en 1975 et de quitter la salle entre deux haies de CRS, en compagnie de M. Kioulou, maire révisionniste d'Echirolles.

Au point également de provoquer de nombreuses luttes parmi les travailleurs communaux et encore récemment une intervention massive de ces travailleurs, à l'appel de leur section CFDT, lors d'une séance du conseil municipal, afin de protester contre les atteintes à la liberté syndicale à la mairie.»



PTT

SERVICE PUBLIC, SERVICE DES MONOPOLES

On parle beaucoup actuellement de service public. C'est en tout cas l'un des arguments «massue» de l'Union de la gauche et particulièrement du PCF pour camoufler son projet de renforcement du caractère monopoliste bureaucratique du capitalisme, et faire passer les nationalisations pour la mise de «l'économie au service de la nation», c'est-à-dire selon eux des travailleurs.

Ces notions de «public, nation, intérêt national» effacent les distinctions de classe, la nature de classe de l'État et réduisent le système monopoliste à une «vingtaine de magnats de la finance» qu'il suffirait d'«éliminer» (c'est-à-dire de remplacer) pour résoudre les problèmes.

C'est le genre de propagande permettant toutes les démagogues que

pratiquaient en leur temps dans leur course au pouvoir, les émules d'Hitler et Mussolini.

C'est au nom de l'intérêt et du service public que les sociaux-fascistes d'URSS, de Pologne ou de Tchécoslovaquie écrasent toute protestation.

C'est encore au nom de l'intérêt national que les révisionnistes d'Italie ou d'Espagne soutiennent les projets d'austérité, de répression, mis en place par les soi-disant démocrates qui y tiennent les rênes.

Les PTT offrent un exemple bien révélateur sous tous ces aspects et là aussi les révisionnistes camouflent les causes réelles de l'exploitation renforcée qu'y subissent les travailleurs (le système capitaliste lui-même) sous le rideau de fumée des «atteintes au service public» et de la «privatisation».

SERVICE PUBLIC SERVICE DES TRUSTS

Le tract ci-dessous (dont nous donnons de larges extraits) démonte le mythe du service public. Il a été diffusé aux Chèques postaux Paris sous la signature de «L'Humanité rouge» et du «Travailleurs».

Contrairement à ce qu'a toujours voulu faire croire la bourgeoisie, les PTT ne sont pas un service public.

Ils ont été créés, non pour le bien de la communauté, mais principalement pour aider au développement du système capitaliste.

À la fin du XIX^e siècle, début XX^e, l'État, voyant que le développement des communications (transports, postes, télécommunications) devenait un élément indispensable pour le système capitaliste, a dû prendre en charge les PTT; lui seul avait les capitaux suffisants pour mettre en place en tel service.

Les PTT ont donc bien été créés pour faciliter les échanges entre capitalistes et par là même leur ont permis de faire des profits sans aucun investissement de leur part. Quelques exemples :

— Des entreprises comme la Redoute ou les 3 Suisses n'existent que par les PTT, grâce à la vente par correspondance.

— La comptabilité des grosses entreprises est effectuée tous les jours gratuitement par les chèques postaux, pour une somme de 5 F annuellement, quel que soit le nombre d'opérations.

— Il existe des tarifs préférentiels pour les gros usagers uniquement. Plus on est gros, plus les tarifs sont bas. (Pour la presse plus un journal a un gros tirage, moins l'acheminement est coûteux).

— Le courrier des grosses entreprises est traité prioritairement par le biais des cedex (courrier d'entreprise à distribution exceptionnelle) ou des postadex (poste adaptée à la demande des expéditeurs). Les cedex représentent 25 à 45 % du

trafic des villes supérieures à 30 000 habitants...

Depuis quelques années, on entend parler de privatisation des PTT. Qu'en est-il réellement ?

Comme toute entreprise capitaliste les PTT sont obligés de s'adapter à l'évolution économique. En 1967, le rapport Nora précisait bien qu'il s'agissait maintenant de rationaliser, moderniser, rentabiliser les PTT.

«Il n'y a pas de raison pour que les conditions de la gestion des PTT soient différentes fondamentalement de celles des entreprises privées», disait-il.

Cette nouvelle politique



a obligé l'État à avoir recours à des capitaux privés. Pour le téléphone par exemple, les investissements couvrent 200 milliards, soit le budget annuel de la France (déclaration de M. Ségard).

L'État emprunte auprès de sociétés de financement, formées majoritairement de capitaux bancaires et privés: Finextel, Codetel, Créditel, Agritel, Francetel.

L'endettement des PTT, rien que par le biais des intérêts à verser sur les remboursements, croît régulièrement : 552 millions de francs en 1972, 2 milliards 200 en 1975.

Pour faire face à ses dettes, l'État doit assurer un service PTT au moindre coût, tel que :

- Diminution des effectifs.
- Rationalisation des postes de travail.
- Chasse aux temps morts.
- Division du travail encore plus poussée.

Même si certains secteurs passent aux mains du privé, pour nous postiers, ce n'est qu'un changement de pa-

tron.

Cela ne modifie en rien la nature capitaliste des PTT.

Le danger pour nous, ce n'est pas la privatisation. Que nous soyons secteur public ou privé, il s'agit tou-

AUXILIARIAT ET MOBILITE

Les services publics sont particulièrement en pointe en ce qui concerne l'auxiliarat. Le tract ci-dessous diffusé à Limoges par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge montre l'utilisation qu'en fait l'administration et l'attitude à cet égard des révisionnistes et réformistes.

Les auxiliaires en ont ras le bol ; c'est la main d'œuvre sous-payée, en butte à toutes les brimades, c'est les larbins de nos services ; on leur fait le chantage à l'examen, on les menace de la mise à la porte, on les exile vers Paris, etc.

Les jeunes de chez nous veulent travailler mais refusent de quitter le pays et d'immigrer vers Paris.

Devant cette situation de refus de quitter le pays, l'administration des PTT se trouve confrontée à un double problème : donner des effectifs à la région parisienne et autres régions non recherchées à la mutation, et avoir à sa disposition une masse d'auxiliaires faciles à mener pour lui permettre d'attendre la mise en place de l'automation et ainsi pouvoir la licencier progressivement.

Alors l'administration a trouvé un moyen, son plan de résorption de l'auxiliarat. Elle oblige les auxiliaires à passer un examen «professionnel» «facile», dont le premier a eu lieu le 18 décembre 1976.

C'est un système de pression et de chantage à l'encontre des auxiliaires, car elle leur fait sentir que s'ils refusent de passer l'examen, ou s'ils ne veulent pas partir après avoir été admis, ils seront licenciés.

En fait on réembauchera d'autres auxiliaires et on recommencera le même coup, ce qui veut dire que le plan de résorption de l'auxiliarat

n'est qu'un plan de recrutement pour Paris. Et le problème de l'auxiliarat sera toujours le même.

L'HYPOCRISIE DES DIRECTIONS SYNDICALES

FO nous a montré au bureau gare ce qu'il était capable de faire ; il a dit NON à la grève pour les auxiliaires licenciés.

Quand aux fédés CGT et CFDT, elles déclament : «Elles exigent la suppression de l'auxiliarat par l'arrêt du recrutement et des licenciements, la titularisation en catégorie C, de tous ceux qui sont en fonction.

En fait, elles encouragent les auxiliaires à passer l'examen. La direction CGT-PCF ne dit-elle pas que 80 à 90 % des candidats seront reçus, expliquant ainsi la bonne chose qu'est cet examen.

«Ces mesures apporteront toutes les garanties statutaires de la fonction publique aux intéressés, mais aussi permettront une reprise normale des mutations et réintégrations.»

Tout rentrera dans l'ordre, elles crieront victoire et ainsi tireront profit de la situation. Quelle collaboration de classe !

Vous prétendez défendre les intérêts des postiers alors que vous faites la division entre auxiliaires et titulaires.

Ce n'est pas parce que les auxiliaires deviendront titulaires en montant à Paris, et que les titulaires de Paris descendront en remplacement de ces derniers, que le problème sera résolu !

Le tract appelle ensuite les postiers à s'unir et à se battre «pour exiger la création d'emplois, afin que tous les postiers puissent vivre et travailler au pays, et la titularisation sur place des auxiliaires».

CONDITIONS DE TRAVAIL AGGRAVEES

Un des aspects marquants de la rentabilisation est dans un «service public» comme partout, les licenciements, l'intensification du travail et l'aggravation de ses conditions, particulièrement en période de crise. Avec la «gauche» au pouvoir, ce serait la même chose : Séguy l'a bien annoncé dans son interview au «Figaro» à propos «des efforts» à demander aux travailleurs dans les périodes difficiles et de la capacité qu'ont déjà montrée les révisionnistes en ce domaine, en 1945 en particulier (voir HR du 11/2/77).

Voici ce qu'en dit «Le postier rouge», bulletin des communistes marxistes-léninistes des PTT d'Orléans (No 27 du 21/2/77).

Au centre de tri de la gare :

C'est la chasse aux temps morts. On accuse les agents de tenir les paquets trop longtemps dans leurs mains, de trop discuter.

À La Rocade, on veut faire décharger des camions de nuit aux manuts de jour.

Le chef de centre déplace les auxiliaires du tri à la manutention puis maintenant les remet au tri car il n'y a plus assez de monde aux casiers.

Pour plus de rentabilisation, l'administration veut licencier. Comment s'y prend-elle ? Elle touche d'abord le personnel le plus à sa merci : les auxiliaires.

Aujourd'hui elle licencie un de nos camarades. Demain l'administration licenciera d'autres auxiliaires. A quand le tour des titulaires ?

Agissons aujourd'hui auxiliaires, titulaires, tous unis pour riposter aux agressions de l'administration. Prenons exemple sur les camarades de la recette qui se sont mis en grève (lundi 7/2 à 74 %) pour s'opposer au refus de l'administration de reprendre deux auxiliaires revenant de l'armée.

Au centre de chèques postaux (Orléans La Source) :

L'instauration de la jour-

née J plus 1 (1) entraîne d'importants changements d'horaire qui gênent une importante partie du personnel. Jeudi 17, les permanents du tri du matin, se sont mis en grève pour protester contre les brigades qui leur sont imposées : 5 h 30-12 h 30 et 12 h 30-19 h 30 au lieu d'un permanent 5 h 30-12 h 30. Ils travaillent sur des machines très bruyantes et le permanent du matin leur permettait une semaine sur deux de travailler moins de temps sur ces machines (seulement de 5 h 30 à 8 h 15). De plus les après-midi de libre permettaient à certains de garder les gamins. Ce n'est pas seulement le tri qui est touché par ces remaniements mais aussi la majorité des différents services.

Avec ce J plus 1, l'administration veut rentabiliser au maximum son service et ceci au mépris du personnel.

Par exemple : les surveillants doivent noter les noms des personnes qui sortent plus de 10 mn.

Aux GV (2), quatre boulistes (3) se sont vus attribuer des PV (4) pour s'être absenté 17 minutes selon la surveillante. Ceci va dans le droit fil du règlement intérieur distribué récemment.

«Le postier rouge» poursuit en appelant les postiers à la lutte, non pas pour un changement de gouvernement comme le proposent les partis de gauche, mais pour un changement de régime.

Après avoir indiqué les principales revendications, il conclue en rejetant les grèves de 24 heures et en montrant que ces revendications peuvent être obtenues par la lutte unie, «l'action révolutionnaire des masses».

(1) Journée J plus 1 : nouvelle organisation du travail

(2) GV : groupe de vérification

(3) bouliste : personnel chargé de porter le courrier ou tout autre matériel de service à service.

(4) PV : procès verbaux



MIEUX QUE BARRE ET CEYRAC REUNIS : KRASUCKI !

Dans une déclaration faite au Monde du 22 février, Krasucki, secrétaire de la CGT et bien sûr du PCF, s'est évertué à montrer qu'avec ses petits copains, il pouvait non seulement faire aussi bien que Barre et Ceyrac, mais même mieux !

Il a une fois de plus démontré que la direction CGT est passée maître dans l'art de détourner les revendications des travailleurs au service d'un programme de gouvernement bourgeois de style plus «avancé»: le Programme commun.

«Lorsque la CGT, il y a quelques années, a dénoncé la braderie de certains secteurs économiques, on nous a accusé d'exagérer et de noircir le tableau; mais aujourd'hui, le CNPF reconnaît que des branches entières sont gravement menacées. Ils (le CNPF et gouvernement) ne font que reconnaître que nous avions raison».

Et voilà Krasucki tout content ! Les représentants de la bourgeoisie, du patronat parlent le même langage que lui. Ce «brave homme» doit se trouver bien soulagé. Et le PCF aussi qui cherche depuis longtemps déjà à prouver que

les solutions qu'il propose sont les seules qui permettent au patronat de sortir de la crise.

«PRENDRE DES MESURES»

Mais quand même, il y a une «différence»: Krasuc-

ki, ce n'est pas Barre, ni Ceyrac ! Krasucki, dans le genre, c'est mieux : «Le problème n'est pas de constater, mais de prendre des mesures».

Car si Barre est incapable de gérer comme il faut le capitalisme, Krasucki, lui, a des solutions



Bobigny (Seine St-Denis)

QUAND UNE MUNICIPALITE PCF S'INTERESSE A UNE GREVE

Tout le monde a vu la fameuse affiche de la BNP sur laquelle un banquier avide disait : «Votre argent m'intéresse». Eh bien, on pourrait remplacer le banquier par Valbon, maire PCF de Bobigny disant aux travailleurs du Bronze industriel : «Votre grève m'intéresse !».

En effet son dernier bulletin municipal est éloquent : une demi-page intitulée «Avec ceux du Bronze» ; une photo au centre de laquelle on voit le secrétaire de la cellule du PCF de la boîte ; un petit article pour illustrer les bienfaits de la municipalité pendant la grève, un vrai catalogue de La Redoute ! Et dans tout ça, pas un seul mot sur la grève elle-même (sabotée jusqu'à l'échec par les responsables PCF et CGT, voir HR 610 et 616), ni sur les revendications des grévistes, leur détermination.

La moitié de l'article reproduit la déclaration de Valbon au préfet lui demandant de recevoir une délégation des grévistes pour les soutenir. Le préfet représente l'Etat capitaliste sur son secteur, il dirige les flics. Si Valbon avait pu demander le soutien de Poniatovski ou de Barre, il l'aurait peut-être fait aussi, pourquoi pas ?

Ce genre de «soutien» Valbon peut se le garder. L'aide réelle, les travailleurs savent bien où on la trouve : auprès de la population et des travailleurs des autres entreprises. Pour développer cette solidarité-là, les responsables du PCF étaient absents. Ils ont même refusé de tirer une affiche pendant la grève.

Mais les municipales approchent : maintenant que la grève est terminée, la municipalité essaie d'en profiter. «Votre grève m'intéresse...», elle peut rapporter quelques voix de plus ! Les dirigeants du PCF «défendent» autant les intérêts des travailleurs que les banquiers capitalistes, c'est tout dire.

Correspondant HR

à proposer : «Nous sommes pour une économie saine. Elle suppose un marché intérieur solide sur lequel s'appuie une politique d'exportations... Nous sommes pour la défense des intérêts économiques du pays». Et Krasucki de partir en guerre contre ceux qui veulent «concurrencer la production française», contre les «déménagements d'entreprises, forme grave de fuite des capitaux de la part des grandes féodalités économiques».

Au fait, qui lançait il y a peu de temps le mot d'ordre : acheter français et produire français ?

Ne serait-ce pas le gouvernement ?

Les solutions de Krasucki sont des solutions typiquement capitalistes.

Son langage est tout à fait celui d'un patron : stabilité du marché intérieur, développement du marché extérieur, expansion, résistance à la concurrence...

D'ailleurs on chercherait vainement dans tout cela une critique de la France capitaliste. On y trouve par contre une éloge de cette France capitaliste qualifiée de «pays développé qui veut rester moderne» et dont «l'économie est compétitive».

Alors de quoi se plaint-on ?

«N'EXAGERONS RIEN !»

Car le problème, voyez-vous, ce n'est pas que ce pays «moderne», «industrialisé», etc. soit un pays capitaliste. Non, le problème aux yeux de Krasucki, c'est que ce pays est mal géré. Et là encore Krasucki a la solution.

Comment le patronat français peut-il s'assurer la stabilité intérieure et l'expansion extérieure dont il rêve ?

«Il existe des richesses qui se sont accumulées depuis des années sans servir à la création d'emplois.

Il faut en conséquence prélever sur ces profits et éliminer une quantité incroyable de privilégiés. Cela donnera le moyen d'investir».

Le patronat ne doit pas s'affoler : même si on en arrive à prendre un peu sur leurs profits et privilèges, c'est pour leur bien : en échange, ils pourront investir. Quand le journaliste du Monde demande si les mesures préconisées n'aggraveront pas les charges des entreprises, Krasucki le rassure : «L'économie française est compétitive: La productivité en France est l'une des plus élevées des pays industrialisés et nos (!) coûts salariaux parmi les plus bas des pays de la CEE. Alors n'exagérons rien !»

Bref, un programme très acceptable par la bourgeoisie !

UN NOUVEL AVERTISSEMENT

Quant aux travailleurs ? Il est clair que les préoccupations de Krasucki ne sont pas de ce côté-là. Bien sûr, il donne quelques chiffres sur le chômage, puisque le journaliste du Monde en demande (Il retarde un peu ce journaliste !).

De toute façon, la CGT, la CFDT et la FEN ont lancé une «campagne» sur l'emploi... Alors, que les ouvriers fassent confiance et surtout qu'ils votent bien.

Mais Krasucki et Cie sont-ils sûrs que la classe ouvrière l'entend de cette oreille ? La grande baffa que la CGT vient de prendre aux élections professionnelles à Renault porte pourtant à réflexion !

la France des luttes

Sonacotra

APPEL A LA SOLIDARITE

La SONACOTRA et la justice bourgeoise lancent un mot d'ordre raciste pour justifier l'augmentation des loyers : la crise du pétrole, pour rendre les travailleurs immigrés responsables de la crise économique actuelle.

Nous, résidents grévistes, nous nous indignons de ces provocations scandaleuses qui créent une division entre nous, travailleurs immigrés et les travailleurs français, et lancent de la poudre aux yeux de l'opinion publique française.

Au cours de l'interview du journal «La Croix» du 30 avril 1976, Claudius-Petit disait que les travailleurs immigrés ne veulent pas payer leur loyer. Nous n'avons jamais refusé de payer notre loyer, mais nous refusons le loyer imposé par la société SONACOTRA et non justifié. Aujourd'hui la justice et la SONACOTRA nous condamnent par les saisies-arrêt sur nos salaires.

Nous, comités des résidents de St-Denis et de Pierrefitte, nous vous invitons à ce jugement qui aura lieu le jeudi 24 février 1977 à 13 h 30 au tribunal de St-Denis - 22 bis, rue Gabriel Péri - métro Porte de Paris.

Les comités de résidents de St-Denis et de Pierrefitte.

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN LUTTE

Depuis quelques années se développent un certain nombre de luttes dans le secteur social (affaires de Caen, Marseille et dernièrement «affaire de Nantes») et il s'élabore en même temps une réflexion politique sur la nature du travail social et le rôle que le pouvoir veut faire jouer aux travailleurs sociaux.

A l'occasion de ces luttes, un certain nombre de collectifs de travailleurs sociaux sont nés, au niveau national (collectif national Prévention), régional (collectif Rhône-Alpes...) et au niveau local (Nantes, Marseille...).

Une assemblée nationale des travailleurs sociaux, re-

groupant tous ces collectifs locaux et régionaux aura lieu à Lyon les 25, 26 et 27 février 1977 pour :

— élaborer une riposte nationale à la politique de *contrôle social* du pouvoir

— mettre en place une coordination nationale des travailleurs sociaux.

Cette assemblée générale est appelée par les collectifs de Nantes, Paris, Orne, Caen, Lyon, Rhône-Alpes, Marseille, Rouen, Elbeuf, Coordination Est, Rennes, Nîmes, Montpellier et le collectif national Prévention.

Communiqué de presse Collectif Lyon

Michelle Bridoux

Tél : (78) 27-17-76

Langues-orientales-Paris

MANIFESTATION

Le jeudi-17 février, nous avons bloqué la rue des Saint Pères pendant près d'une heure entre 18 h et 19 h pour protester contre les menaces d'asphyxie des Langues O considéré comme secteur non rentable par le système, au même titre que la moitié des facs parisiennes.

La politique du Secrétaire d'Etat aux universités se caractérise par la suppression d'heures complémentaires.

Ex : Aux Langues O, huit mois de vacances !

Par cette action nous avons voulu briser le mur du silence fait autour de la situation dans les facs ne représentant pas un intérêt

immédiat pour le capitalisme. Nous avons distribué des tracts et passé des communiqués à tous les journaux. (Bon nombre ont refusé dont l'«Humanité», car nous n'étions pas l'UNEF).

Après la dispersion, les flics ont chargé certains de nos camarades qui se rendaient au métro.

De son côté l'UNEF a appelé à une manif le même jour pour appuyer les «démarches» du président auprès d'Alice Saunier-Seïté.

Vingt personnes y ont participé dont des militants de l'UNEF inscrits dans d'autres facs et déplacés spécialement.

Correspondant HR

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



Morestel (Isère)

«CONTRE SUPER-PHENIX LEGITIME DEFENSE»

C'est sous ce mot-d'ordre que se sont déroulées le samedi 19 et le dimanche 20 les «Assises contre le nucléaire» de Morestel. L'assistance était nombreuse 2 500 à 3 000 personnes et la salle de l'Amitié était pleine comme un œuf. Le but de ces assises organisées par la coordination des comités Malville était de définir des actions futures pour lutter contre l'implantation de surgénérateurs Super-Phénix à Creys-Malville. Rappelons qu'en juillet dernier 20 000 personnes s'étaient rassemblées près du futur «site».

Le représentant de la coordination des comités Malville qui ouvrait les interventions du samedi après-midi a apporté les réponses suivantes :

1) Les travaux de construction ont commencé, d'où l'urgence de la bagarre.

2) Le mouvement de protestation contre le projet est important étant donné les dangers d'une telle implantation avec une technique non maîtrisée : risques de réactions en chaîne, d'explosions avec rejet de produits extrêmement dangereux (sodium, plutonium), risques de stérilisation d'un grand territoire, pollution du Rhône.

Les habitants de la région refusent d'être des cobayes et se déclarent fort justement «en état de légitime défense» face au projet.

3) Beaucoup avaient nourri l'illusion que la bagarre pouvait être gagnée par des moyens légaux. La position actuelle des comités Malville est qu'il faut avoir recours maintenant à des actions au besoin illégales.

Nombreuses interventions

Des habitants de la région sont intervenus : comités locaux, groupe de mères de famille, puis de médecins, des scientifiques, des représentants de partis politiques divers, de groupes écologiques, etc.

Ces interventions ont montré l'évolution des idées.

Sur la question de la violence, malgré la présence de nombreux «non-violents» la stratégie non-violente ne semble pas mordre, surtout après l'intervention fort violente, elle, des flics en juillet dernier à Malville.

Sur la question des municipales les trotskistes et le PSU, notamment, ont fait leur besogne habituelle prétendant que «la gauche et la droite ce n'est pas pareil», «on ne peut pas se passer d'eux car ils ont 50 % des voix».

D'où leur appel à peine déguisé à voter (2^e tour bien entendu) pour l'«Union de la gauche», présentée comme une amélioration du rapport de force contre Super-Phénix.

L'intervention de l'Humanité rouge a donc été utile notamment pour dénon-

cer les illusions électorales et affirmer la nécessité de développer une action de classe.

Mais d'une façon générale, très peu de gens ont développé l'idée que voter à gauche aux prochaines municipales renforcerait la lutte contre le projet Super-Phénix ce qui est encourageant. Le PC était totalement absent et nous avons été frappés par l'indifférence, voire la méfiance du mouvement Malville contre le PS, ce qui est une bonne chose.

Décisions prises le dimanche

Après discussions en commissions de travail sur les propositions d'action, le dimanche matin, plusieurs décisions ont été prises l'a-

près-midi en Assemblée générale.

— Un rassemblement le 30 juillet près de Malville. L'occupation n'est pas envisagée dans un 1^{er} temps, surtout à cause du manque de mobilisation de la population locale. L'éventuelle occupation dépendra du succès des actions menées avant le rassemblement.

— Prélèvement de 15 % sur les redevances EDF.

— Actions directes, de petits groupes, pour empêcher ou ralentir la construction.

— Information et mobilisation de la population locale.

— Contacts avec les travailleurs participant à la construction de la centrale.

Il faut renforcer la lutte contre Super-Phénix. Nous nous devons d'y apporter notre point de vue et un soutien effectif. C'est une des conclusions que je tire de ces assises.

Correspondant HR de Grenoble ayant participé aux assises et étant intervenu pour l'Humanité rouge.

Dioxine

Le gouvernement veut-il laisser reprendre l'utilisation du 2.4.5.T ?

Le 245 T est un désherbant utilisé par épandage aérien du haut d'hélicoptères. Après avoir été utilisé de façon criminelle par l'impérialisme américain au Vietnam il a refait, si besoin en était, la preuve de sa toxicité à Seveso en Italie.

Les commissions d'enquête vietnamiennes avaient rendu la dioxine qui se trouve à l'état d'impureté dans ce défoliant, responsable de malformations humaines et d'une augmentation importante de cancers du foie. Or, contrairement à la plupart des pays européens, la France a continué à l'utiliser, ce qui, même avec des précautions, s'avère dangereux. Ainsi des agriculteurs ont remarqué que des champs situés à proximité des lieux d'épandage avaient été abîmés et plusieurs mouvements de protestations avaient eu lieu notamment dans la Nièvre et dans la Haute-Vienne. Il a fallu le décès suspect le 28 août dernier de Mme Besegher, habitante de Basmes dans la Nièvre sur le terrain de laquelle du produit avait été déversé par suite d'une faus-

se manœuvre de l'hélicoptère pour obliger le gouvernement à une «suspension provisoire» du 245 T.

Tandis que le ministère de la Santé ouvrait une enquête, le ministère de l'Agriculture déclarait : «Une nouvelle série d'études sera entreprise avant toute nouvelle autorisation de l'emploi.»

Mais depuis, pas de nouvelles. Aucun arrêté ministériel n'est venu confirmer cette suspension qui demeure «provisoire». Les utilisateurs de 245 T pourraient donc reprendre cette saison, qui débute le mois prochain, l'épandage du défoliant pour l'agriculture. Dans une lettre ouverte, «Les amis de la terre» demandent au ministère de l'Agriculture de s'expliquer sur l'absence de texte légal d'interdiction. Dans une conférence de presse tenue récemment, ils s'inquiètent également des nombreuses irrégularités et dissimulations de résultats d'enquête. Ils exigent l'interdiction du 245 T déclarant : «Le doute en toxicologie doit bénéficier à l'homme et non aux fabricants.»

informations générales

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

EN AVANT POUR LES 25 MILLIONS

Liste de souscription

TOTAL AU 14/2/77	79 054,20 F	" " TG	60,00 F
CD Gunther Routhier	450,00 F	" " GG	8,00 F
CH	380,00 F	RE cam. et symp.	35,00 F
CD M. Audin	155,50 F	Suppl. à 4 abts CHJ	20,00 F
CD M	50,00 F	Suppl. à broch DM	5,00 F
Suppl. à réabt SJC	110,00 F	PV en timbres	34,00 F
" " CR	90,00 F	L'équivalent d'1 j. de travail	
MCH	35,00 F	VP	100,00 F
Sousc. lecteurs	45,50 F	Ni plan Barre ni Prog.	
Suppl. à réabt RCH	8,00 F	com. FM	50,00 F
Suppl. à broch. CFDT		Un trav. de la voie	10,00 F
SPH	3,00 F	RB sousc.	230,00 F
Suppl. à réabt DM	10,00 F	Pour 1 Parti mi	
Collecte à mariage FS	1080,00 F	unique RM	1 750,00 F
Sousc. meet. Lille	1 752,00 F	PL	50,00 F
Un cam. du contgt	10,00 F	Suppl. à réabt CHJP	10,00 F
Une cam. du Nord	100,00 F	" " EM	5,00 F
JJ	100,00 F	" " LR	10,00 F
Sur vente cal. janvier	4 355,40 F	CD Stalline C	483,50 F
CD Le François	200,00 F	1 éducatrice	5,00 F
CD Chou En-lai pour que vive		1 étudiant	10,00 F
le Qt de la cl. ouv.	356,50 F	1 étudiante	10,00 F
Suppl. à abt DG	30,00 F	llaborantine	4,50 F
" " AJ	10,00 F	WJC	50,00 F
" " SD	5,00 F	Suppl. à réabt LPG	5,00 F
Suppl. à réabt CA	5,00 F	" " PL	5,00 F
" " CC	3,00 F	" " LL et JP	15,00 F
" " HJ	10,00 F	" " RM	200,00 F
" " LP	10,00 F	CD Jdanov	100,00 F
" " BMJ	10,00 F	Soutien hebdo (fév) MD	60,00 F
" " MM	3,00 F	CD Chou En-lai	320,00 F
" " RFX	3,00 F	Suppl. à réabt FB	10,00 F
Suppl. à vente cal.		CCJF	200,00 F
JD	63,70 F	CD Pierre Sémard	100,00 F
Soutien au Qt JJE	200,00 F	Un ouvrier	5,00 F
Des cam. Vil.	10,00 F	Un ouvrier	6,00 F
Suppl. à réabt LGH	60,00 F	Un apprenti cheminot GP	
" " DM	3,00 F	«pour ceux qui luttent»	30,00 F
" " HCL	10,00 F	Soutien au Qt	
JMP	25,00 F	CD F. Jacq	150,00 F
Suppl. à réabt LJJ	10,00 F	CD St Nicolas	200,00 F
		TOTAL AU 21/2/77	93 161,80 F

Marseille

Les handicapés perturbent l'opération «métro-portes ouvertes»

Pour chercher à éblouir les marseillais avant les élections, Defferre les invite à visiter pendant neuf jours le métro. L'opération a été soigneusement préparée. Des dizaines d'autobus gratuits amènent les visiteurs jusqu'à la gare futuriste. Le métro est pimpant et tout décoré. Mais le 1^{er} jour, samedi dernier, une centaine de handicapés du Comité pour l'accessibilité au métro (CAM) ont perturbé cette opération électorale.

Voilà deux ans que ce comité soutenu par de nombreuses associations demande en vain à la mairie de Marseille, maître d'œuvre du métro, d'appliquer l'article 52 de la loi du 30 juin 75 qui «impose» l'«adaptation des services de transports collectifs aux handicapés».

D'après le CAM si l'on compte outre les handicapés victimes des accidents de la route, du travail, de la maladie, les personnes âgées et les mères de famille avec leurs landeaux», près de 125 000 personnes ont des difficultés d'accès insurmontables aux transports en commun. La mairie ne les a pas reçus et a refusé d'installer des ascenseurs pour accéder au métro comme cela se fait maintenant dans plusieurs grandes villes d'Europe.

LA PALESTINE ET LE CINEMA

Ouvrage collectif sous la direction de Guy Hennebelle et Khemais Khayat

Préfaces de Essadine Kalak et Mustafa Abou Ali



Le drame de la Palestine est depuis trois décennies l'un des plus tragiques qui soit. Comment les cinéastes arabes et occidentaux l'ont-ils évoqué dans leurs films ? Pourquoi a-t-il été traité ou refusé par beaucoup ? Quels espoirs peut-on fonder sur le jeune cinéma palestinien par rapport au cinéma arabe et au cinéma occidental ? Quels sont les films qui ont le plus dignement servi la cause du peuple palestinien ? Dans quelle mesure cette lutte de libération pourrait-elle susciter une nouvelle esthétique cinématographique ?

Telles sont quelques-unes des questions qui sont évoquées dans cet ouvrage collectif de 290 pages (dont deux de photos) réalisé sous la direction de Guy Hennebelle et de Khemais Khayat avec le concours de 50 cinéastes et critiques arabes et occidentaux. On y trouvera aussi une foule d'informations et de références ainsi qu'une filmographie de quelques 300 titres établie par Hassan Abou Ghannim.

Editions du Centenaire
24 rue Philippe de Girard
75020 Paris
Tél. 202 87 05
Prix : 50,00 F

**AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE**



culturel

Joris Ivens et Marceline Loridan chaleureusement reçus à Pékin

C'est dimanche soir que le César du meilleur documentaire a été remis à Joris Ivens pour son film «Une partie de ballon». Même la bourgeoisie était obligée de reconnaître les indéniables qualités techniques et surtout le succès remporté par la série de films «Comment Yukong déplaça les montagnes». Mais c'est à l'accueil du peuple chinois qu'a dû être le plus sensible Joris Ivens. Au cours de son récent voyage en Chine, les films «Comment Yukong déplaça les montagnes» ont été projetés à Pékin et le vice-premier ministre Li Sien-nien a rencontré Joris Ivens et Marceline Loridan.

C'est l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger qui a projeté le film de Joris Ivens et de Marceline Loridan.

Des personnalités des milieux littéraires, artistiques, cinématographiques et journalistiques de la capitale chinoise ont chaleureusement applaudi le film.

Ils ont exprimé leurs félicitations et remerciements à Joris Ivens et Marceline Loridan qui ont apporté une contribution positive au renforcement de la connaissance mutuelle et de l'amitié entre le peuple chinois et les peuples du reste du monde.



«Joris Ivens est un vieil ami du peuple chinois»

Intervention de Wang Ping Nan

Avant la projection du film, le président Wang Ping-nan a pris la parole. Il a dit : «Joris Ivens est un vieil ami du peuple chinois. En 1938 il est déjà venu en Chine tourner les documentaires sur la guerre de résistance menée par le peuple chinois contre les envahisseurs japonais. Il a aussi donné sa caméra aux cinéastes de la zone libérée. Après la Libération de tout le pays, Ivens a visité à de nombreuses reprises la Chine et a réalisé un gigantesque travail pour renforcer l'amitié du peuple chinois et des peuples du monde entier. Ivens a été reçu six fois par notre respecté et bien-aimé premier ministre Chou En-lai.» Wang Ping-nan a souligné : «Le film «Comment Yukong déplaça les montagnes» est tourné et réalisé d'après l'idée et le style propres à Joris Ivens et en toute indépendance grâce à un labo-

le film reflète la physionomie spirituelle et dynamique du peuple chinois imprégné de la Grande Révolution culturelle prolétarienne dirigée et déclenchée par le président Mao en personne ; il joue un rôle excellent pour une meilleure compréhension sur la vie, les études et le travail du peuple chinois par les amis étrangers. Le film «Comment Yukong déplaça les montagnes» est très largement apprécié par les peuples de différents milieux et par toute la presse.»

Il a déclaré : «Au nom de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger, au nom des cinéastes, des camarades du milieu de la presse, ainsi que de tous les camarades chinois ici-présents, je tiens à exprimer mes remerciements sincères à Joris Ivens et Marceline Loridan pour le travail dur et fructueux

Réponse de Marceline Loridan

Marceline Loridan, au nom de Ivens, a donné lecture du texte écrit par ce dernier : «Aujourd'hui de plus en plus de pays montrent les films... Je crois

le soutien constant, sans défaillance jusqu'au moment très grave de sa maladie, que nous a apporté le premier ministre Chou En-lai. Malheureusement, lui qui nous

pendant presque un an le silence complet sur l'existence même des films.

«Aujourd'hui, les choses sont claires, les moyens d'in-



Les travailleurs de Tating



Joris Ivens et Marceline Loridan au milieu des travailleurs chinois qu'ils viennent de filmer.

rieux travail de plus de quatre ans avec l'aide de Marceline Loridan. Dans la période de conception et de tournage du film, le premier ministre Chou En-lai respecté et bien-aimé a reçu deux fois Joris Ivens et Loridan. Il leur a accordé personnellement une grande sollicitude et une grande aide pour réaliser le film et pour briser les obstacles et difficultés créés par la «bande des Quatre» à l'égard du film.

Grâce à un travail minutieux et un style vivant propre à Ivens,

qu'ils ont accompli après avoir surmonté difficultés après difficultés afin de promouvoir l'amitié et la compréhension entre le peuple chinois et les peuples du monde entier.» Le président Wang Ping-nan a souligné ici : «En particulier le camarade Joris Ivens, malgré son âge avancé de 80 ans, s'est toujours trouvé du début à la fin sur les lieux du tournage, travaillant jour et nuit tout en s'oubliant lui-même. Cet esprit révolutionnaire de haute responsabilité est digne d'être appris de notre part.»

que c'est à cause du style du film : direct, spontané, proche des gens, sans arrangement artificiel, qui refuse les stéréotypes, qui montre la vie telle qu'elle est. Nous montrons la vie ordinaire des gens, banale en apparence, mais de cette banalité, de cette vie ordinaire, jaillit comme un diamant tout ce qu'a d'extraordinaire la vie du peuple chinois dans ses significations politiques et sociales les plus profondes.

«Ressemblant de façon si familière à la vie d'autres peuples, mais cependant si différente, car c'est toute la ligne révolutionnaire du président Mao, toute la signification de la révolution culturelle, toute la force d'un peuple maître de son destin, de son histoire, qui se révèle à travers ce quotidien.»

Pour tourner ce film, a-t-elle ajouté, «il a fallu accomplir beaucoup de travail, surmonter bien des difficultés. Et ici, il est

tant aidés, tant accordés de sollicitude, n'a pas pu voir le résultat de notre travail...»

«Il nous a bien recommandé : «Ne filmez pas une Chine rose, c'est contraire à la réalité...», montrez la vérité comme vous la voyez, et n'oubliez pas que notre pays est encore un pays pauvre en voie de développement, cela aussi il faut le montrer, c'est la réalité.»

«C'est dans ce sens que nous avons travaillé... non sans difficultés quelquefois, ce point de vue n'était pas partagé par tout le monde en Chine. Ainsi par exem-

plé, la presse officielle a fait pendant presque un an le silence complet sur l'existence même des films. «Aujourd'hui, les choses sont claires, les moyens d'in-

formation étaient concentrés entre les mains de Wang Hong-wen, Tchong Tchouen-kiao, Kiang Tsing et Yao Wen-yuan; ils refusaient d'en parler et empêchaient d'autres voix de se faire entendre... depuis que nous sommes ici, nous constatons non seulement dans le domaine de l'art, où leur conception est irréconciliable avec la nôtre, mais encore dans tous les autres domaines nous avons découvert les dégâts qu'ils ont causés sur le développement socialiste du pays.»

Pour terminer, Ivens et Loridan ont remercié très chaleureusement les techniciens cinéastes qui avaient contribué à l'existence de ce film.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

Pli fermé

1 mois (22 N°)	32 F	70 F
3 mois (66 N°)	95 F	210 F
6 mois (132 N°)	190 F	420 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30 226-72 — La Source

L'Humanité Rouge

A propos de l'internement psychiatrique d'Eric Burmann

La bourgeoisie veut utiliser la psychiatrie à des fins répressives

L'internement d'Eric Burmann se situe dans l'après-mai 1968 alors que la bourgeoisie et les révisionnistes cherchent à mettre un coup d'arrêt à l'activité des militants qui se réclament de la révolution. En 1968, le PCMLF a été dissout mais il a réussi à poursuivre ses activités malgré toutes les difficultés. Certains groupes «gauchistes» tels la «Cause du peuple» ont le vent en poupe et s'efforcent de continuer à aiguillonner le mouvement de masse «sur la lancée de 1968».

A la fin du mois de février 70, des dizaines de militants de l'«Humanité rouge» sont perquisitionnés dans une trentaine de villes et cinq d'entre eux sont déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour «reconstitu-

tion de Ligue dissoute». Au printemps 1970, des manifestations ont lieu pour protester contre l'inculpation et l'arrestation des directeurs de publication de «la Cause du peuple» Le Dantec et Le Bris.

Le 21 octobre a lieu une manifestation de soutien à Alain Geismar qui est à son tour l'objet de la répression bourgeoise et sera condamné à deux ans de prison ferme. Eric Burmann passe toute la nuit à préparer tracts et affiches, à discuter de l'organisation de la manifestation.

Dans la journée, il participe à des affrontements qu'il n'a pas provoqués mais qui s'avèrent violents : tout d'abord les coups de poings des membres de l'«UEC» puis les coups de matraques des flics lors de la manifestation.

Aussi lorsqu'il est arrêté et conduit au commissariat avec une dizaine d'autres manifestants il est un peu «sonné». Les flics en profitent pour l'envoyer après son interrogatoire de la cellule du commissariat à l'hôpital psychiatrique.

Un agent de police manifeste même l'intention de rester devant la porte pour surveiller ce dangereux gauchiste. Le défenseur de l'établissement hospitalier et de la mairie au procès (le maire Royer de Tours est également président de la commission administrative de l'hôpital) ne se gêne d'ailleurs pas pour laisser entendre de façon odieuse que loin d'avoir été victime de l'internement arbitraire, Eric Burmann en a plutôt été bénéficiaire, cela lui «ayant peut-être permis d'échapper à des poursuites policières...»

SEQUESTRE A L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE

A l'hôpital ses visites sont filtrées et malgré ses protestations il est drogué et ne parvient finalement à sortir de là qu'au bout de onze jours de «séquestration».

On sait que depuis le tribunal correctionnel ne veut parler que de «détention illégale» car l'inculpation de séquestration peut mener aux Assises... ce que la justice bourgeoise voudrait apparemment éviter à d'autres loyaux serviteurs de la bourgeoisie.

De toute façon, Eric n'a vu qu'une chose. Il a été enfermé, séquestré, drogué contre son gré et à la sortie on lui a fait signer un imprimé d'apparence anodine mais par lequel il reconnaît avoir été «consentant» dès le début de son internement, puisque le certificat de «placement volontaire» dont il s'agit est soigneusement antidaté de la date de son admission. Pendant les mois qui suivent Eric se remet des «traitements» qu'il a subis et fortifie sa volonté de combattre l'internement abusif dont il a été victime.

Des pressions supplémentaires qu'il subit de la part de membres de son entourage familial ne font que fortifier cette volonté. Mais la recherche d'un avocat qui accepte de plaider cette cause n'est pas chose facile et c'est seulement en 1973 que la procédure pourra commencer.

Elle met plusieurs années pour aboutir à l'inculpation d'un sous-flic qui a de plus l'avantage d'avoir quitté les lieux, le sous-directeur de l'hôpital M. Petitot

Le procès a eu lieu le 17 février 1977.

C'est la première fois que le responsable administratif d'un internement psychiatrique arbitraire est poursuivi en correctionnelle.

UNE REPRESSION PLUS SUBTILE

Cette affaire est à prendre très au sérieux car si actuellement les internements psychiatriques «politiques» ne sont pas monnaie courante en France, comme en URSS, il ne serait guère étonnant que le social-fascisme soviétique en montrant la voie n'ouvre des horizons de répression perfectionnés à notre bourgeoisie.

D'ores et déjà certains prisonniers politiques ne sont-ils pas en butte aux interrogatoires de psychiatres dépendant directement du ministère de l'Intérieur comme cela a été le cas pour notre camarade Romain Le Gal qui a courageusement

pour mineurs et les psychiatres y collaborent étroitement avec la justice.

Autre champ d'expérience intéressant pour la bourgeoisie, le traitement des grands délinquants : dangereux dans des hôpitaux «de force» dont la sinistre réputation (Sarreguemine, Henri Collin etc.) ne cède sans doute en rien à celle des asiles psychiatriques en URSS.

DES TENDANCES INQUIETANTES

D'une manière générale, des liens se nouent et la collaboration se développe entre certains psychiatres et non pas tant la police, c'est trop voyant, mais surtout l'appareil judiciaire, autre pilier de l'appareil d'Etat bourgeois.

Cette tendance est favorisée par le développement des «secteurs psychiatriques», secteurs géographiques de population dont la «santé mentale» est placée sous la responsabilité d'un médecin chef de secteur, en même temps chef d'un service de psychiatrie hospitalière.



«juge d'instruction aux pouvoirs psychiatriques», qui ont affaire au psychiatre directement ou indirectement par le biais d'institutions qu'il supervise.

D'autre part, à la faveur de la diffusion de la psychiatrie hors de l'hôpital et de l'extension de son domaine d'application, l'Etat bourgeois cherche à l'utiliser à des fins de «contrôle social» voire à des fins directement répressives.

REPRESSION ET PSYCHIATRIE

Les psychiatres sont de plus en plus sollicités pour se prononcer sur la «dangerosité» des délinquants et la nécessité éventuelle de les «traiter». Du temps où il était ministre de la Justice, Lecanuet a conçu un projet consistant à faire passer systématiquement les personnes ayant commis des «délits» devant des experts psychiatriques. Selon l'avis de ces derniers le juge d'instruction pourrait décider de les placer dans des «établissements pénitentiaires spéciaux» où ils seraient soumis à des traitements psychiatriques.

Une inspectrice générale des prisons bien vue du pouvoir n'a-t-elle pas déclaré récemment à la radio qu'à son avis «tous les auteurs d'infraction étaient des malades mentaux». Considérer tout délinquant comme un malade potentiel, voilà une orientation dangereuse qui se dessine dans les milieux dirigeants bourgeois. Il faut la dénoncer, d'autant qu'elle a l'appui de psychiatres dont beaucoup ne savent pas où ils mettent les pieds mais dont certains ne sont pas innocents.

Et quand on sait comment la bourgeoisie assimile volontiers les travailleurs en lutte pour leurs revendications et les révolutionnaires à des délinquants, on voit où elle pourrait vouloir en venir.



Lecanuet voudrait remplacer pour certains «délinquants» la prison par des établissements pénitentiaires «spéciaux» à coloration psychiatrique.

et très justement refusé de répondre à ces auxiliaires de la police.

D'autre part, depuis un certain nombre d'années la psychiatrie a fait ses preuves et conquis ses galons dans le «traitement» des délinquants, des révoltés et autres «caractériels». Les centres d'éducation surveillée «psychothérapeutiques» où l'on s'efforce de manipuler les adolescents «difficiles» drogués à l'appui font maintenant concurrence aux quartiers de prison

Cette réforme avait pour objet dans l'après-guerre de tenter de prévenir le développement des maladies mentales en les traitant «à domicile» ou au dispensaire avant qu'elles ne soient devenues graves au point de nécessiter l'hospitalisation. Aujourd'hui des psychiatres progressistes de plus en plus nombreux contestent au moins certains de ses aspects. Si elle a permis de diminuer le nombre de malades hospitalisés à vie, par contre elle a considérablement augmenté le nombre de gens